



EUROPEAN WEEK OF REGIONS AND CITIES

Les « NUTS 3 » et l'Europe

La politique de cohésion a constitué depuis sa création une porte d'entrée décisive des territoires vers l'Europe. Elle a permis aux collectivités territoriales de participer au projet d'intégration du territoire de l'Union au-delà du cadre établi par chaque Etat Membre.

Néanmoins, une nouvelle étape doit être franchie.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'une Europe politique, sociale, économique et culturelle beaucoup plus forte dans le cadre de la mondialisation.

A cet égard, les Pouvoirs locaux s'organisent pour peser dans les discussions nationales, européennes, mais aussi mondiales. Il est nécessaire de savoir « parler l'Europe » et de la construire. Il convient de faire vivre l'Europe des citoyens. Dans cette construction, la place des collectivités territoriales est essentielle. Qui est au plus près de l'ensemble de nos compatriotes, sinon, toutes les collectivités locales ?

La récente création d'un Objectif de coopération territoriale pour la nouvelle Politique de Cohésion traduit bien cette préoccupation. Pivotal de la définition des nouvelles stratégies européennes, mais surtout étape supplémentaire dans la décentralisation de leur mise en œuvre, cette coopération territoriale doit s'ancrer dans le concret et s'appuyer sur la diversité et l'expérience des acteurs des territoires.

Les « NUTS 3 » y ont toute leur place.

Mais qu'est-ce qu'une collectivité « NUTS 3 » ?

En langage européen, NUTS est une nomenclature qui permet de découper le territoire des États membres en trois niveaux : Etat, Région, Infrarégional. Elle permet à la Commission de qualifier territorialement le lieu de mise en œuvre de ses politiques.

Ce terme NUTS 3 concerne un grand nombre de collectivités territoriales dites de « niveau intermédiaire ». Paradoxalement, ces collectivités sont des acteurs incontournables de la politique de cohésion au sein de leurs Etats Membres respectifs, mais voient leur rôle peu reconnu par l'Union Européenne.

Pourtant, présentes sur presque tout le territoire de l'Union, les « NUTS 3 » occupent une place spécifique et possèdent des caractéristiques communes qui se sont montrées au fil du temps et de l'évolution de la Politique Régionale Communautaire, particulièrement adaptées à la réalisation des objectifs de cohésion sociale et territoriale.

Aujourd'hui nous pouvons penser que les territoires et leurs autorités locales sont désormais à même de constituer la porte d'entrée de l'Europe vers ses citoyens.

Les « NUTS 3 » sont une entité d'ancrage sur le terrain, possédant la surface suffisante pour susciter un certain nombre de projets tout en demeurant l'échelon territorial qui permet d'avoir un recul suffisant sur les actions engagées.

Là, l'exercice de la subsidiarité trouve tout son sens et bénéficie de la proximité pour définir et exercer les politiques du service public dans des domaines touchant au quotidien des citoyens européens et à la vie des territoires.

Nouvelle Politique de Cohésion et « NUTS 3 »

Aujourd'hui, la bonne mise en œuvre de la politique de cohésion passe par une meilleure coopération territoriale, à partir de laquelle les Fonds structurels seront mieux utilisés. Elle préexistait sur nos territoires qui ont réalisé « l'élargissement » de l'Europe bien avant l'heure. Nos collectivités déjà partenaires au sein des 15 l'étaient également au titre de la coopération décentralisée pour les 12 Nouveaux Etats Membres.

Nous poursuivrons, ensemble, la mise en œuvre du projet Européen au sein de la Politique de Cohésion. Il faut pour cela partir de l'existant et donner une impulsion nouvelle.

De nouveaux enjeux se posent à nous pour réussir l'Europe et la rapprocher des citoyens : renforcer la place et la coopération des collectivités « NUTS 3 » autour de la définition de stratégies communes, de l'émergence, de l'accompagnement des projets et de l'amélioration de la bonne gestion des Fonds Structurels.

Comment répondre à ces nouveaux enjeux ? En mettant en réseau les NUTS 3, pour faciliter les échanges de savoir faire, d'outils, pour construire « ensemble » des solutions aux problèmes que nous rencontrons sur nos territoires.

« Rejoignez-nous ! » C'est le message que nous adressons à tous les NUTS 3, à l'occasion de cette première participation aux Open days.

Nomenclature d'Unité de Territoire Statistique-NUTS

ÉDITO

“In varietate concordia”!

A l'heure des 50 ans du traité de Rome, de l'élargissement à 27, il est temps de réaffirmer que l'Europe des Etats se construit et se développera à partir de la diversité de ses territoires et de leurs collectivités territoriales.

L'édition 2007 des Open Days qui met en avant la réalisation de la Politique de Cohésion, première politique européenne qui a su associer les territoires de l'Europe à sa mise en œuvre, présente une opportunité formidable aux Pouvoirs locaux européens de démontrer qu'ils font l'Europe au quotidien et comment ils la font.

“Renforcer la gouvernance locale pour une action concrète et efficace” est le premier et le seul consortium constitué uniquement de collectivités locales de niveau NUTS 3 à participer aux Open Days.

Départements pour la France, Diputacion pour l'Espagne, Province pour la Belgique et l'Italie, Judets pour la Roumanie, Kreis pour l'Allemagne, les autorités locales de niveau NUTS 3 contribuent fondamentalement et de plus en plus, depuis sa création, à la dynamique de la politique de cohésion.

Si la Province de Liège, la Diputacion de Badajoz, la Diputacion de Caceres, le Département de l'Eure, le Département de la Gironde, le Département de l'Hérault, sous l'égide de l'Assemblée des Départements de France, organisent aujourd'hui ces séminaires Open Days, c'est qu'ils souhaitent vous faire part de l'idée toute simple que l'Europe se construit aussi et surtout à travers ses citoyens et donc à travers ses collectivités qui sont, par leurs compétences et par leur fonctionnement, proches des citoyens et les territoires.

Témoigner concrètement de nos interventions sur la coopération territoriale (INTERREG IV) et la mise en œuvre du Fonds Social Européen (FSE) contribuera à éclairer nos institutions et acteurs européens sur la place que nous prenons et le potentiel que nous offrons dans le relais et le soutien aux Politiques de l'Union.

« Unité dans la diversité » devise de l'Union Européenne

Les membres du consortium, en bref... et en chiffres p. 2

Les territoires d'Europe, au service des Européens p. 6

L'Europe, une espace partenarial p. 10

Les fonds européens p. 12

Les territoires d'Europe, au service des Européens

L'Europe et nous

L'Europe, c'est du concret. Grâce aux financements européens, le Conseil général développe des projets qui améliorent la vie quotidienne des Héraultais.

« Technocratique, lointaine, déconnectée des préoccupations des citoyens », l'Europe en prend souvent pour son grade. Pourtant, dans l'Hérault, l'Europe aide à créer des emplois, accueillir des entreprises de haute technologie, lutter contre les incendies, développer l'accès à la téléphonie mobile sur tout le territoire ou créer des corridors verts pour les transports non motorisés... Le Conseil général de l'Hérault a pu développer de nombreuses actions avec l'aide des fonds européens* :

Développer les services à la personne.

Une matinée de jardinage, une heure de baby sitting, une présence chez une personne âgée, la réparation d'une panne de plomberie... Pour permettre aux Héraultais d'accéder de façon rapide et économique au service à domicile dont il a besoin, le Conseil général s'est engagé à développer et à professionnaliser les emplois de service à la personne. En 2006, 480 demandeurs d'emploi ont été accompagnés pour atteindre le profil requis en vue d'un recrutement dans ce secteur. 150 ont été embauchés. Le Fonds social européen (FSE) a investi 100 000 € dans cette opération. Le Département est aussi chef de file du projet européen « Arc de l'égalité » consacré à la lutte contre les discriminations au sein des entreprises.

Prévenir les inondations.

L'Hérault est particulièrement exposé aux risques d'inondations. Dans la basse vallée de l'Orb, une action-pilote baptisée Inunda est en cours pour prévenir ces risques ou en réduire les conséquences. Menée en partenariat avec des collectivités d'Italie, de Belgique et d'Espagne, elle vise à définir une méthode d'intervention qui sera notamment mise en œuvre dans le delta de l'Orb. Les bonnes pratiques en matière d'aménagement du territoire, de réglementation et

d'actions sont désormais inscrites noir sur blanc dans un guide. Le projet est financé à 50% par les fonds européens.

Préserver nos ressources en eau.

Le traitement des vignes présente un risque en matière de pollution des eaux, notamment à proximité des captages d'eau potable. Quinze viticulteurs de la cave coopérative de Neffiès se sont engagés, en partenariat avec le Cemagref et d'autres organismes, à modifier leurs méthodes de traitement des vignes pour préserver l'eau et l'environnement. Afin de limiter les risques de pollution causés par le remplissage des pulvérisateurs, les vigneron de la commune disposent depuis août 2006 d'une aire aménagée. Le Département, qui a fait de Neffiès un site-pilote, souhaite étendre l'expérimentation à plus grande échelle. Le programme européen Life Aware finance ce projet à 50%.

Sauver les plages.

Certaines plages, menacées par l'érosion, pourraient être préservées par un rechargement massif en sable. Le programme européen Beachmed, auquel participe le Département de l'Hérault, a validé la possibilité d'exploiter des gisements sous-marins situés à plusieurs dizaines de kilomètres du littoral. Le lido de Carnon, celui de Sète-Marseillan et de Vendres-Valras sont particulièrement concernés par ce programme, financé à 50% par l'Union européenne.

* Les fonds Feder et Feoga sont mobilisés pour la reconversion économique et sociale des zones industrielles, rurales, urbaines ou de pêche, en difficulté. Le Fonds social européen (FSE) finance des opérations liées à l'emploi et à la formation.

Accompagner les plus démunis

Après 20 ans de revenu minimum d'insertion (RMI), les professionnels de l'action sociale font le constat des limites de ce dispositif d'accompagnement des plus démunis. Notamment pour ce qui concerne l'insertion ou la réinsertion professionnelle des publics concernés avec un écueil majeur à la reprise du travail : la première heure travaillée, salariée, fait perdre aux bénéficiaires une grande partie des aides qu'ils perçoivent. En 2006, Martin Hirsch, actuel haut commissaire aux solidarités actives

contre la pauvreté au sein de l'actuel gouvernement français, alors président de Emmaüs, créé l'agence nouvelle des solidarités actives (ANSA) et imagine notamment Revenu de solidarité active (RSA), une véritable incitation financière à la reprise d'activité, s'appuyant sur un diagnostic préalable et un accompagnement renforcé dans l'emploi du bénéficiaire concerné. La rencontre de Martin Hirsch et de Jean Louis Destans, Président du Conseil général de l'Eure est détermi-

nante. L'Eure sera un des départements d'expérimentation du RSA. Durant presque deux ans, l'engagement de JL Destans et de ses équipes aux côtés de l'ANSA va permettre de donner corps au projet. Le projet Revenu de solidarité active (RSA) bien sûr, mais aussi les projets qui concernent la petite enfance, les contrats de travail avec accompagnement en entreprise (formation et tutorat), les contrats aidés (fusion des contrats), les centres santé, la mobilisation des bénéficiaires (dont

les artistes)... L'Eure a obtenu une autorisation de l'Etat d'expérimenter le RSA, en avril 2007 (les premiers revenus de solidarité active ont été versés en juillet). Une vingtaine de départements ont été retenus pour un élargissement de l'expérimentation avant la fin de l'année 2007.



Grand départ du Tour de France à Liège

Sports et Grand Evénements

Avec des infrastructures de haut niveau et un public répondant systématiquement présent, il était évident de lancer une dynamique événementielle en Province de Liège, en particulier dans le domaine des sports. Si la formation des jeunes et l'approche éducative du sport font partie des priorités, une attention particulière a aussi été portée au développement des installations et des événements de grande ampleur, donnant une visibilité unique à la Province de Liège. Le circuit automobile de Spa-Francorchamps est décrit par tous les amateurs de F1 comme étant « le plus beau du monde »,

alors que la course cycliste Liège-Bastogne-Liège porte tout simplement le nom de « Doyenne des classiques ». Ces dernières années, la Province a d'ailleurs organisé l'accueil d'étapes et du départ de compétitions prestigieuses telles que le Tour de France ou le Giro, tout en développant un vélodrome dédié à la formation. Enfin, la Province héberge plusieurs infrastructures de haut-niveau telles que la salle de sports et de spectacles « Country Hall Ethias », une piste olympique d'athlétisme ainsi que plusieurs stades de football.

Aide au développement économique : la SPI+

La SPI+ (« Services Promotion Initiatives en province de Liège ») est l'Agence de développement économique de la province de Liège. Depuis quatre décennies, la SPI+ développe ses activités en matière d'infrastructures et d'immobilier en faveur des entreprises et des communes de la province de Liège. Elle est mandatée par la quasi-totalité des communes et par la Province elle-même, son action-

naire principal, pour promouvoir toute activité porteuse de développement économique et de création d'emplois. La SPI+ s'active notamment dans la recherche des investisseurs étrangers potentiels et le développement des collaborations avec les Autorités locales, régionales et fédérales en vue de promouvoir de meilleures relations internationales.